Questions orales

intéresse, je le répète, nous avons accordé une subvention de plus d'un demi-million de dollars à Carrefour Jeunesse. Nous avons également subventionné le projet «La Relance», mais nous avons divisé les responsabilités afin d'être plus efficaces et efficients. L'avis des autorités locales a grandement influé sur cette décision.

Il est insensé de profiter de cette occasion pour lancer un grand débat théorique sur le rôle du gouvernement fédéral au Québec, puisque le gouvernement fédéral, comme le député le sait fort bien, s'intéresse de près à l'emploi chez les jeunes Québécois et tente de régler ce problème, à preuve les quelque 100 000 emplois créés dans cette province au cours des onze derniers mois.

* * *

L'ÉTHIQUE

Mme Deborah Grey (Beaver River, Réf.): Monsieur le Président, le premier ministre a déclaré plusieurs fois à la Chambre que ses fonctionnaires avaient consulté le conseiller en éthique au sujet de la lettre du ministre du Patrimoine canadien.

Il a déclaré plusieurs fois que ce conseiller lui avait recommandé de ne pas congédier le ministre, mais le conseiller a une version différente des faits. Il affirme que l'on ne lui a pas demandé de se prononcer sur l'incident.

Le premier ministre peut-il expliquer pourquoi il veut se servir du conseiller en éthique comme bouc émissaire en affirmant qu'il a donné un mauvais conseil alors qu'on ne lui a jamais demandé conseil?

Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, j'ai dit tout ce que j'ai à dire. Nous avons parlé au conseiller en éthique. J'ai dit à la Chambre que j'avais consulté beaucoup de gens dans ma vie. Une chose est sûre, c'est que, au bout du compte, c'est moi le responsable. Il n'y a pas de bouc émissaire dans cette affaire. Nous en avons discuté. Nous sommes allés loin. J'ai demandé à tous les ministres d'examiner leurs dossiers pour savoir s'ils avaient écrit des lettres du même genre. Le processus est transparent. Ces documents ont toujours été du domaine public.

Si le Parti réformiste est si intelligent, pourquoi ne s'est-il pas adressé au CRTC? Ces documents étaient publics. Les réformistes n'ont pas fait leur travail. Nous avons dû leur dire comment les choses s'étaient passées. Nous ne voulons piéger personne.

Mme Deborah Grey (Beaver River, Réf.): Monsieur le Président, le premier ministre dit qu'ils ont parlé au conseiller en éthique.

Mais ce conseiller a-t-il parlé au gouvernement? Le premier ministre nous a dit que le conseiller lui avait donné son avis sur la lettre du ministre, mais ce conseiller affirme que cela ne s'est pas fait.

Ce matin, il a prononcé un non catégorique. La question qui se pose est de savoir quelle partie de ce non le premier ministre ne comprend pas. Le premier ministre reconnaîtra-t-il que cela

porte atteinte à son intégrité et s'excusera-t-il auprès des Canadiens pour avoir abusé de leur confiance?

Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, je remercie la députée de Beaver River de nous donner une leçon.

Hier, elle a fait une accusation tout à fait fautive sur les ondes de la télévision nationale, mais elle ne s'en est pas excusée. Je ne lui demande pas d'excuses parce que je n'ai que faire des excuses de sa part.

* * *

● (1440)

[Français]

LE PROGRAMME D'AIDE AUX TRAVAILLEURS ÂGÉS

M. Réal Ménard (Hochelaga—Maisonnette, BQ): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre responsable du Développement des ressources humaines.

Lundi, le ministre a déclaré qu'il avait formulé, dans son document de travail sur la réforme des programmes sociaux, des propositions relatives aux travailleurs âgés mis à pied. Pourtant, son document ne présente aucune proposition concrète et ne fait même pas référence au programme PATA.

Comment le ministre, après s'être engagé à faire connaître ses intentions quant au programme PATA, explique-t-il que l'on ne trouve aucune référence à ce programme dans sa réforme? Comment explique-t-il cet état de chose?

[Traduction]

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre du Développement des ressources humaines et ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien, Lib.): Monsieur le Président, si le député prenait le temps de lire le chapitre 2 du livre vert, il verrait que le chapitre tout entier explique comment nous pouvons nous servir des ressources du gouvernement fédéral, des gouvernements provinciaux et du secteur privé pour financer des programmes de formation, des programmes d'alphabétisation et des programmes de développement de l'emploi axés sur la collectivité dans le cadre d'une stratégie visant à aider les travailleurs âgés, les jeunes et les travailleurs qui ont besoin de réadaptation.

Le chapitre tout entier porte sur les façons d'améliorer les services de développement de l'emploi.

Il me semble que le député pourrait lire tout ce chapitre et en venir à la conclusion que nous avons adopté une toute nouvelle philosophie qui consiste à donner beaucoup plus de contrôle aux collectivités, à donner beaucoup plus de responsabilités aux Canadiens afin qu'ils décident eux-mêmes des moyens à prendre pour qu'ils puissent retourner au travail.

[Français]

M. Réal Ménard (Hochelaga—Maisonnette, B.Q.): Monsieur le Président, le ministre peut-il nous dire concrètement, de son siège, comment et dans quel sens il entend réformer le